

L'AMI DU PEUPLE,
O U
LE PUBLICISTE PARISIEN,

JOURNAL POLITIQUE ET IMPARTIAL,

Par M. MARAT, auteur de l'Offrande à la patrie,
du Moniteur, du Plan de constitution, &c.

Vitam impendere vero.

Du Mardi 15 Mars 1791.

Traits de perfidie, et tours de passe des pères conscrits.

Dans le numéro qui précède, j'ai fait voir comment les pères conscrits, chargés par le vœu de la nation, depuis l'insurrection générale de juillet 1789, de faire une constitution juste et libre, se sont ignominieusement vendus à la cour, pour rétablir le despotisme sur les ruines de la liberté conquise. J'ai fait voir comment ils ont traitreusement remis dans les mains du monarque, avec le pouvoir exécutif suprême, tous les autres pouvoirs: celui de dicter par ses ministres aux divers comités, des loix que les ennemis de la révolution qui dominant dans le sénat, font décréter presque sans obstacles; celui d'administrer à son gré tous les biens du royaume, et de disposer du trésor public, après l'avoir fait remplir; celui de décider de la liberté de l'homme, de la fortune et de la vie des citoyens, par le moyen des tribunaux; enfin, celui de réduire et d'écraser le peuple par la force publique, qui est à ses ordres. Que manque-t-il aujourd'hui à Louis XVI pour être un despote,

que l'esprit de sentir ses nouveaux avantages , de fermer l'oreille aux lamentations de ses courtisans , et de braver l'opinion publique , avec l'impudence de ses agens. Obsédé par les clameurs de sa famille et de sa cour , il préfère d'être réhabilité par le glaive de ses alliés , à celui de l'être par la main des perfides mandataires du peuple (1) ; et sans calculer le sort des armes , ou l'incertitude des événemens , il n'attend que l'occasion de prendre la fuite pour se mettre à la tête des conspirateurs et des ennemis. Monarque insensé ! si la voix de la raison , du devoir et de l'honneur ne peut plus se faire entendre au fond de ton ame , puisse la justice céleste confondre tous tes projets désastreux ; puisse l'infortune s'attacher à tes pas ; puissent les remords rongeurs te poursuivre nuit et jour ; puisse le récit de ton désespoir , épouvanter sur leurs trônes , les princes indignes qui seroient tentés de suivre ton exemple.

Revenons aux perfidies de nos infidèles représentans.

C'est le désordre des finances qui a nécessité la convocation des états-généraux , tarir la source des dilapidations des ministres , les malversations des employés , et acquitter les dettes légitimes du gouvernement , fut le premier article des instructions remises aux délégués par leurs commettans. Ils s'y étoient engagés par un serment solennel. Qui auroit cru que , prostitués aux desirs du prince , ils lui auroient abandonné la gestion de tous les biens nationaux , et les clefs du trésor public ! Qui auroit cru , qu'après avoir invoqué la loyauté de la nation française , pour exempter de l'impôt commun , contre toute justice , la fortune des rentiers ; pour rembourser les employés , les traitans , les concussionnaires publics , pour acquitter les dettes scandaleuses des dissipateurs du sang , et gorger les anciens serviteurs du prince , en lui remboursant de fausses créances ;

(1) Je ne compte pour rien les représentans des ordres privilégiés , ils étoient écrasés pour toujours après le 14 juillet , sans la criminelle défection des députés du tiers-état.

nos perfides délégués abandonneroient, sans pitié, les vrais créanciers de l'état, en les renvoyant barbarement à ces mêmes agens du cabinet dont ils ont si long-temps et si vainement réclamé le prix de leurs services, et le paiement de leurs avances. Rien de si vrai toutefois. Un décret inique a déclaré sacrés les brevets de retenue; et le premier produit des biens nationaux a été consacré à les acquitter. Un autre décret inique ayant pris pour le compte de la nation les dettes de Capet, dit Monsieur, et de Capet, dit d'Artois, affecte aux premières, une somme de 500,000 livres décroissante de 25,000 livres chaque année, aux dernières la somme de 900,000 l. annuelles, pour faire la rente viagère d'une partie des capitaux dissipés, sommes qui sont et seront exactement comptées. Mais montrez-moi un seul pauvre créancier de l'état, lequel, en vertu du décret (1) relatif à l'établissement d'une direction-générale de liquidation, ait forcé le commissaire royal à lui donner un à-compte d'un sol sur le paiement des sommes qu'on leur retient depuis tant d'années.

(1) Ce décret est du 17 décembre 1790. En voici les principales dispositions.

» Art. I. Il sera établi une direction-générale de liquidation sous les ordres d'un commissaire nommé par le roi. »

» II. L'objet de direction sera de reconnaître, déterminer et liquider l'arriéré de chaque département, tant en masse qu'individuellement; »

» Les finances des offices de judicature et autres dont le remboursement a été ou sera ordonné par l'assemblée nationale, »

» Les finances à rembourser aux engagistes qui seroient evincés des biens nationaux dont ils jouissent; »

» Les fonds d'avance et cautionnemens des charges et commissions de finance; »

» La valeur des dîmes inféodées, aujourd'hui supprimées; »

» Les indemnités prétendues pour différentes causes non encore discutées et jugées; »

» Les sommes dues à des porteurs de brevets de

Qu'on examine attentivement les dispositions de ce décret (1), on verra qu'il n'a pour but que de con-

retenues aux termes du décret du 25 novembre dernier ; »

» Les pensions pour services rendus à l'état ; »

» Les décomptes provenans de l'arriéré des anciennes pensions ; »

» La liquidation des droits ci-devant féodaux et fonciers, et autres charges qui se trouveront être dues sur les biens nationaux ; »

» Et tous autres objets dont l'assemblée nationale auroit déjà décrété la liquidation, ou la décréteroit par la suite. »

» IV. La surveillance des comités de l'assemblée sur la direction de liquidation, consistera à se faire rendre compte, lorsqu'ils le jugeront à propos, des travaux relatifs à la liquidation des différens parties à liquider ; des bases sur lesquelles on opérera ; des mesures qui auront été prises pour constater les faits ; des motifs qui retarderoient quelques parties de travail ; des plaintes qui seroient formées de la part des personnes intéressées à la liquidation. ».

» VI. Le travail de la liquidation sera repartie entre différens bureaux, selon les différens objets qu'il comprend ; mais tout le travail se fera sous les ordres du seul commissaire du roi, responsable de l'exactitude des faits nécessaires pour parvenir à la liquidation.

(1) » IX. Les mémoires tendans à obtenir le rétablissement de pensions supprimées ou la création de nouvelles, dans les cas prévus par le titre III du décret du 3 Août dernier, continueront à être remis au comité des pensions qui les fera passer au bureau correspondant, paraphés et accompagnés d'un bref état, ainsi qu'il est dit dans l'article précédent.

» XI. Chaque semaine le commissaire du roi remettra ou fera remettre aux comités respectifs, aux jour et heure par eux indiqués pour leur séance, le travail relatif aux objets qu'ils sont chargés, par l'article V, de surveiller. L'état du travail sera signé du commissaire du roi. Les pièces qui auront servi de base au travail seront représentées, et le

server au parti du roi toutes ses créatures, en laissant à son commissaire, qui sera toujours d'intelligence avec les ministres, le pouvoir de repousser d'une part tous les créanciers de l'état, isolés, honnêtes et patriotes que le prince n'a aucun intérêt de ménager; de l'autre part, de satisfaire tous les faux créanciers, anciennes créatures de la cour ou du cabinet, et de gagner tous les vrais créanciers qui tiennent à des associations, ayant quelque influence; c'est-à-dire d'enrichir les amis et de ruiner les ennemis du despotisme. Or, le plan tracé au commissaire royal a tellement pour but ce double objet, que je connois plusieurs créanciers du gouvernement venus à Paris sur la foi de la loyauté françoise, pour être payés par l'assemblée nationale, lesquels, après une simple visite à l'homme du roi, ont pris le parti de retourner dans leur province. Et il ignore que les premiers produits de la vente des biens nationaux ont été affectés au payement des porteurs de brevets de retenue, créanciers simulés du gouvernement.

Sans un pareil projet, est-il concevable que le législateur eût follement mis dans la main d'un seul agent royal le sort de tous les créanciers de l'état, et qu'il se fût déterminé à consacrer légalement les abus scandaleux de l'administration ministérielle ?

commissaire du roi, ou celui qu'il aura chargé de le remplacer, rendront sommairement compte du résultat du travail.

» XIII. Le décret du corps législatif ayant été sanctionné, le commissaire du roi dressera les reconnoissances de liquidation à présenter à l'administrateur provisoire de la caisse de l'extraordinaire, à l'effet d'obtenir de lui les ordonnances de payement. Le décret de l'assemblée et sa sanction seront datés dans la reconnoissance délivrée. Le commissaire du roi sera responsable des reconnoissances qu'il délivrera. Il fera également expédier les brevets des pensions qui seront décrétées par l'assemblée et sanctionnées par le roi; et il les enverra au ministre du département, dans lequel les pensionnaires auront servi l'état, pour être signés du roi et du ministre du département. Le décret de l'assemblée, ainsi que la sanction du roi y seront rapportés et datés, &c. »

J'ai observé vingt fois que les juristes soudoyés du comité de constitution n'ont eu en vue que d'abattre le clerge (1), la magistrature et les corps, qui faisoient ombrage au gouvernement, la féodalité qui les choquoit eux-mêmes, et quelques vexations monstrueuses des traitans devenus insupportables au peuple ; que dans tout le reste, ils ont travaillé à rétablir le despotisme sur les loix, en masquant de leur mieux ce dessein criminel. C'est ce que tous les projets de décret, sortis de leurs mains, n'ont que trop fait voir.

Détruire les privilèges, et anéantir les corps privilégiés parut long-tems leur objet principal ; mais ils se sont bien gardés de toucher à ceux qui, loin de porter ombrage au despote, furent toujours l'un des plus fermes appuis du despotisme. Je parle des sociétés littéraires, des sociétés scientifiques, des académies. A peine l'assemblée eut-elle manifesté le désir de détruire toute association privilégiée, que mille voix s'élevèrent pour demander la suppression des académies, non-seulement comme établissemens de luxe, à charge à l'état, mais comme corps oppressifs, et nuisibles aux progrès des lumières. Rien n'étoit mieux fondé : cependant le législateur eut l'impudence de renoncer ici à ses principes affichés de réforme. Le comité des finances se contenta, pour sauver les apparences, de présenter un projet de décret, tendant à réduire les frais de ces établissemens funestes. Mais comme ces corps renferment dans leur sein un grand nombre d'écrivains que le cabinet vouloit mettre à l'œuvre pour (2) plaider la cause de la servitude, l'assemblée décréta, en août 1790, » que les dépenses pour » les académies subsisteroient provisoirement pour

(1) Quant à l'extinction de la noblesse héréditaire, on sait que ce n'étoit là qu'un artifice de Motié, pour dépouiller M. d'Orléans de toute son influence sur les affaires publiques.

(2) Dans le nombre sont les Srs. Condorcet, Marmontel, Suart, Ducis, Laharpe, Barthelemy, Pastoret, auxquels on doit la plupart des brochures anonymes qui ont paru en faveur du rétablissement de l'autorité royale.

» la présente année ; que cependant les académies
 » seront tenues de présenter, dans un mois, des
 » projets de réglemeut pour leur organisation ».

Tandis que le comité des finances leuroit ainsi le public, il faisoit dire aux académies d'être tranquilles sur leur sort : aussi les projets d'organisation qu'on leur a demandés n'ont-ils point paru, et les choses en sont-elles restées là, sans qu'on ait songé un seul instant à y revenir.

Le lecteur qui voit dans le sénat de la nation Bailly, Maury, Target, Montesquiou, Camus, la Rochefoucault, Dionis du Séjour, et d'autres membres de ces académies, dira sans doute que ces gens là ont prêché pour leurs saints, et il n'aura pas tort. Mais le projet con tant de l'assemblée est de ne mecontenter aucun des suppôts du monarque, et de leur prodiguer à quel que titre que ce soit, les richesses de l'état, tandis qu'elle fait périr de misère les pauvres citoyens amis de la liberté.

En voici des preuves sans réplique : on va voir de quel prétexte honteux nos hypocrites mandataires colorent leurs tentatives pour extorquer des pensions en faveur de leurs protégés.

Le 14 janvier 1791, le Sr. Beaumetz a ouvert la séance par ce discours emphatique :

« Messieurs, Un des premiers devoirs d'un peuple qui doit son retour à la liberté aux progrès de la philosophie, est d'exercer sa munificence envers les hommes de génie qui l'ont éclairé sur ses droits : ce devoir est plus impérieux encore à l'égard des étrangers qui ont sacrifié de grands avantages pour consacrer leurs talens et leurs connaissances au bonheur d'une partie qui n'étoit pas la leur ». Ainsi parloit le rapporteur du comité des finances, avant de proposer à l'assemblée de confirmer l'engagement contracté par le gouvernement, de payer annuellement au Sr. la Grange, un traitement de 6000 liv. « Ce savant, né à Turin, continue Beaumetz, fut appelé successivement par le feu roi de Prusse et l'impératrice de Russie, qui lui offrirent de grands avantages ; mais il leur préféra le traitement de 6000 liv. » que lui proposa le gouvernement français, et il

» vint fixer son séjour dans la capitale de la France, » dont il fit sa patrie adoptive ». Après quoi, il a proposé le projet de décret suivant, qui a été adopté aussi-tôt à l'unanimité.

« L'assemblée nationale décrète que Jean-Louis de la Grange continuera de jouir, sa vie durant, de la somme de 6000 liv. portée dans son décret du . . . charge son comité de finances de comprendre cet objet dans l'état des dépenses publiques ».

A l'ouïe de ce discours, on eut pris le Sr. la Grange pour un politique qui avoit consacré sa plume, comme Montesquieu et Rousseau, à éclairer les hommes sur leurs droits : de quelle surprise ne doit-on pas être frappé lorsqu'on apprend que ce prétendu philosophe au génie duquel on insinue que la liberté, parmi nous a tant d'obligations, est un géomètre qui de ses jours n'écrit une pensée d'a sur la politique, la philosophie ou la morale ; un mathématicien qui a passé sa vie à la recherche de nouvelles formules algébriques ; et pour tout dire en un mot, *une vraie machine à calculs* ?

De quelle indignation ne doit-on pas être saisi lorsqu'on sait que le Sr. la Grange, ayant quitté Berlin, comme tous les autres étrangers, qui composoient l'académie, à raison de la préférence humiliante que le nouveau monarque temoignoit à ses Allemands, passa par Paris, lors de son retour en Italie, et ne se détermina à s'y fixer que sur la promesse d'une pension de 6000 liv., que Condorcet se faisoit fort de lui obtenir du gouvernement ? Telle est cependant l'exacte vérité, que savient comme moi les frippons qui menent le sénat : mais dont ne se doutoient gueres, et les imbéciles qui opinent de la culotte, et les spectateurs ignares qui applaudissent en automates.

MARAT, l'ami du peuple.

DE L'IMPRIMERIE DE MARAT.